

D 1138 CHILI: ATTENTATS CONTRE DES ÉVÊQUES  
ET EXPULSIONS DE PRÊTRES

L'attentat dont est miraculeusement sorti vivant le général Pinochet, alors que cinq membres de sa suite étaient tués, le 7 septembre 1986, est venu durcir une situation intérieure tendue à tous les niveaux de la société. L'Assemblée nationale de la citoyenneté en est le dernier signe révélateur (cf. DIAL D 1121). Et l'état d'esprit des forces de l'ordre s'est tragiquement manifesté par l'assassinat par le feu de deux jeunes (cf. DIAL D 1131).

Du côté des relations Etat-Eglise, la dégradation est continue. Ce n'est plus seulement le Vicariat à la solidarité qui est dans le collimateur (cf. DIAL D 1125). C'est maintenant le tour des évêques d'être - littéralement - dans la ligne de mire: en début août Mgr Miguel Caviedes, évêque d'Osorno, échappait successivement à un attentat par balles et à un sabotage de sa voiture; en début septembre, il en était de même pour Mgr Alejandro Jimenez, évêque de Valdivia.

Pour ce qui est des expulsions de prêtres (cf. DIAL D 854), la dernière datait du 27 décembre 1984 et avait visé le P. Dennis O'Mara, de nationalité nord-américaine. Mais l'attentat manqué contre le général Pinochet a été l'occasion d'une vague d'expulsions: deux prêtres américains, Thomas Henehan et Terence Cambias (mais dont les arrêtés d'expulsion sont annulés le 15 septembre); et trois prêtres français, Pierre Dubois, Jacques Lancelot et Daniel Caruette, arrêtés le 8 septembre 1986 et expulsés le 11 suivant. La mesure gouvernementale visait principalement Pierre Dubois, curé du quartier populaire de La Victoria, dans la banlieue de Santiago, et devenu la bête noire des forces de l'ordre par ses méthodes de non violence (cf. DIAL 1063). Ci-dessous un dossier contenant: 1) la version policière des activités "subversives" du Père Dubois; 2) le point de vue du cardinal de Santiago; 3) la déclaration du président des évêques de France.

Note DIAL

1 - Les raisons officielles de l'expulsion des trois prêtres français ("La Tercera de La Hora" du 14 septembre 1986)DES INFRACTIONS A LA LOI SUR LA SÛRETÉ  
ONT MOTIVÉ LES EXPULSIONS DE PRÊTRES

Des infractions répétées à la loi sur la sûreté intérieure de l'Etat ont motivé la mesure administrative d'expulsion du pays des prêtres français Pierre Albert Dubois Desvignes, Daniel Patrick Caruette et Jaime Lancelot Tihy, conformément aux renseignements de sources bien informées.

Les prêtres en question ont été arrêtés par l'autorité compétente le 8 septembre "pour actes graves attentatoires à l'ordre public", leur expulsion étant rendue effective le jeudi 11 et leur arrivée à Paris le vendredi 12.

A leur arrivée dans la capitale gauloise "les prêtres expulsés du Chili ont omis de mentionner les avertissements que les autorités chiliennes leur avaient adressés concernant la non convenance des actes d'agitation qu'ils menaient à bien dans leurs juridictions ecclésiales respectives, ainsi que les plaintes continuelles que ces mêmes autorités avaient fait parvenir à la hiérarchie supérieure de l'Eglise pour qu'ils s'abstiennent de leur travail de dissociation parmi la population", ont fait savoir ces sources.

Toutes ces considérations ont été aggravées quand, le 8 septembre, les prêtres en question se sont opposés à leur arrestation (1).

*"Les autorités gouvernementales ont échoué dans leur désir d'obtenir de l'autorité ecclésiastique et des intéressés eux-mêmes un abandon volontaire et privé du territoire chilien, par respect pour leur dignité religieuse" (2), ont indiqué les sources policières.*

### Les antécédents

Conformément aux précisions fournies par des sources policières, *"celui qui s'était fait remarquer dans les actes qui ont contraint le gouvernement à l'expulsion, c'est Pierre Albert Dubois, prêtre diocésain du diocèse de Santiago et curé de la paroisse "Notre-Dame" du quartier de La Victoria"*.

Né en France le 17 octobre 1931, il était arrivé au Chili le 25 septembre 1963. Il avait deux domiciles: rue Lucia Godoy n° 02263, dans le quartier de Clara Estrella; et rue Ranquil n° 4721, dans le quartier de La Victoria.

Le Père Dubois - nous-a-t-on informés - *"figurait sur la liste de membres de l'organisation "Chrétiens pour le socialisme", organisme que dirigeait le prêtre Gonzalo Arroyo sous le gouvernement d'Unité populaire (3). En 1978 (4) il est entré dans le groupe intitulé "Les 80 pour le socialisme", en participant activement à différents mouvements aux caractéristiques politiques indéniables"*.

### Le socialisme

En mai 1981 il a donné une conférence à l'auditorium de Caritas-Chili dans laquelle il a analysé les différentes encycliques du Pontife du point de vue du socialisme, en concluant par des attaques contre le gouvernement et en défendant les "opprimés" (5).

*"On connaît surabondamment son intense activité auprès des journalistes étrangers, avec lesquels il entrait souvent en contact pour leur proposer des "interviews exclusives", en pratiquant ouvertement la discrimination envers la presse chilienne (6) davantage au courant des faits de l'actualité nationale. A ces occasions, il lançait souvent des accusations contre les forces policières en déclarant que celles-ci volaient les biens des maisons persuisitionnées", a-t-on fait savoir.*

### Les carabiniers

*"En raison de son aversion bien connue envers les carabiniers, il en est arrivé à les accuser dans un organe de presse (qui n'est pas La Tercera) de mener une campagne diabolique" (7) d'affrontements avec les habitants des différents quartiers périphériques. Par ailleurs il a été considéré comme l'inspirateur, dans le quartier de La Victoria, d'un mouvement destiné à modifier les "journées de protestation" en focalisant leur action sur les populations sans maison, en incitant à l'occupation de terrains et de maisons non remises à leurs destinataires légitimes", ont indiqué des sources policières.*

[1] A son arrivée à Paris, Pierre Dubois a raconté les circonstances de son arrestation alors qu'il exigeait de voir le mandat de perquisition. Frappé de cinq coups de poing au visage par un colonel, le prêtre lui a demandé: "Pourquoi me frappez-vous?" "Pour le plaisir", répondit le colonel [NdT].

[2] Il est faux que cette démarche ait été faite auprès des intéressés [NdT].

[3] A l'époque d'Allende [NdT].

[4] Les services de la police se trompent de date. C'est en 1971 que le "Groupe des 80" s'est constitué, pour donner naissance à "Chrétiens pour le socialisme" [NdT].

[5] Le Père Dubois n'a jamais fait cette conférence dont parle la police [NdT].

[6] Assertion totalement fautive [NdT].

[7] L'expression n'est pas du P. Dubois mais du vicaire épiscopal de la région Sud de Santiago. La quasi totalité des faits qui lui sont reprochés dans les paragraphes suivants sont faux [NdT].

Elles ont ajouté qu'en 1984 Pierre Albert Dubois "est arrêté en mars alors qu'il est pris en flagrant délit d'encouragement et de participation aux activités des habitants du quartier qui dressent des barricades à l'angle de l'avenue La Feria et de la rue La Marina. Tous ces gens, y compris Dubois, lancent des pierres sur les membres de la force publique. Par ailleurs, en mai de la même année, son attitude d'affrontement et d'agression des carabiniers est relevée pour son caractère scandaleux, lors de manifestations qui ont eu lieu au parc O'Higgins. Au cours d'une messe postérieurement officiée pour la mort de l'habitant de quartier populaire Andrés Fuentes, Dubois accuse ouvertement des carabiniers de l'assassinat et déclare que c'est comme des "bêtes" que ceux-ci ont agi".

### Un appel

"Dans sa qualité de dirigeant intellectuel d'habitants de quartiers populaires - ont indiqué les sources - il apparaît en juin 1984 comme directeur responsable du bulletin d'information "Expresión" édité par le Département de formation ouvrière du vicariat de la zone sud (8). A la même époque il donne lecture dans sa paroisse du texte qui déclare: "Tous les évêques du Chili, les prêtres, les religieux et les laïcs, demandent la dissolution de la CNI (9) qui est celle qui détient les laïcs et les prêtres et qui torture les gens"."

Par ailleurs, l'information (10) précise que "en août 1984, il concélébre un office religieux avec le prêtre André Jarlan dans la paroisse de La Victoria, au cours duquel il souligne les faits de violence qui se sont produits la semaine précédente dans le quartier, en accusant de plus la "répression injuste des carabiniers" à cette occasion. Par la même occasion il lance un appel enflammé aux habitants du quartier à participer aux journées de protestation des 4 et 5 septembre de la même année".

### La haine

"Son action dissolvante - a-t-il été indiqué - s'est accentuée quand, au cours d'une eucharistie à l'occasion du onzième anniversaire de la mort du Père Juan Alsina Hourtos (11), il a prié pour le curé André Jarlan en soulignant qu'il "avait été tué par des balles non destinées à lui mais aux habitants de La Victoria"."

"Par la suite - ont indiqué les sources policières - il réalise dans la paroisse de La Victoria une mini-journée où il remet aux assistants un questionnaire. Ensuite il fait une analyse des réponses en signalant que "l'état de siège ne va pas les empêcher de continuer à se réunir"."

Elles ont ajouté que "le 13 novembre 1984 il prend la tête d'un groupe d'une centaine de personnes qui se rassemblent devant la caserne des investigations pour demander de vive voix des détails sur les personnes arrêtées lors des perquisitions réalisées à La Victoria."

### Perquisitions

"La semaine suivante-a-t-il été indiqué - il officie une messe dans la paroisse de La Victoria en centrant son homélie sur "les détenus et les disparus", en signalant que lors des perquisitions effectuées dans le quartier en question les habi-

[8] Fait exact [NdT].

[9] Centrale nationale d'informations, créée en 1977 pour remplacer la DINA [Direction d'intelligence nationale]. Cf. DIAL D 399 [NdT].

[10] Alors que la première partie des accusations contre le P. Dubois relève directement de la police, la source d'information à partir de ce moment est principalement celle d'une femme du quartier de La Victoria, paroissienne du P. Dubois et indicatrice de la police [NdT].

[11] Prêtre espagnol arrêté par les forces de sécurité le 19 septembre 1973 et retrouvé assassiné le lendemain sous le pont du fleuve Mapocho [NdT].

tants ont été humiliés sous la menace des mitraillettes et traités comme des délinquants; il les a appelés à s'unir pour se défendre contre le mensonge, la méchanceté, l'injustice, et à ne pas tenir compte de l'état de siège."

"Le 4 septembre - ont affirmé les sources - il préside une messe pour l'anniversaire de la mort d'André Jarlan. A la fin de l'office, la réunion se transforme en meeting politique où on crie toutes sortes de slogans contre le gouvernement. L'événement est couvert par des journalistes étrangers, alors que la presse nationale s'en voit refuser l'entrée."

### La situation

En face de tels actes, des sources extra-officielles ont signalé que le 13 septembre 1985, le ministère de l'intérieur a soigneusement étudié la situation du curé Dubois, dans l'espoir d'un règlement sur ce point. "Devant cela, Dubois, avec le Père Guido Peeters (12), souligne qu'"il n'y a pas de raisons de nous expulser du pays, mais il peut y avoir des milliers de prétextes". Pour réaffirmer son point de vue il prend la tête d'un groupe de manifestants qui provoquent de graves désordres à l'angle de l'avenue La Feria et de la rue 30 de Octubre." (13)

"Sans tenir compte des avertissements sur son comportement nettement politique - a-t-on indiqué - Dubois déclare au cours d'une messe qu'"il faut donner une forme intérieure pour pouvoir affronter les situations que nous ne connaissons que trop, en demandant à Dieu la force de vaincre notre peur". Dans une espèce de harangue il déclare aussi que "nous devons être tous unis pour que la répression ne nous détruise pas dans notre quartier"."

### Un instigateur

"Le 25 octobre 1985 il devient l'instigateur le plus fort à ce que les habitants du quartier se rendent en masse à la prison pour soutenir moralement les dirigeants syndicaux arrêtés", a-t-il été indiqué.

Deux jours plus tard, avec le prêtre Jaime Lancelot, il participe dans le quartier de La Victoria à la cérémonie du souvenir pour le 28e anniversaire de l'occupation de terrains qui a donné naissance à ce quartier. La cérémonie est nettement à caractère d'opposition, en présentant le fait à la population "comme l'exemple de la lutte contra la dictature". A la fin des tracts sont lancés pour inciter les habitants à participer activement à la grève prévue pour les 5 et 6 novembre.

En mars 1986, la participation de Dubois à des actes de subversion "passe à celle d'une offensive intellectuelle de vaste portée quand il souligne que la visite du pape au Chili "a des conséquences au plan politique car elle apparaît comme une légitimation du pouvoir en vigueur dans ce pays. C'est un avantage pour ceux qui sont au pouvoir et un inconvénient pour les opposants"."

De même il affirme qu'il comprend les promoteurs de la campagne anti-visite papale "en raison du risque implicite de légitimation du pouvoir établi. La visite papale peut être mise à profit pour encourager l'Eglise chilienne dans la ligne qui est la sienne d'engagement vis-à-vis de la justice et des droits de l'homme".

Il y a quelques jours il se rend à un "repas en commun" à l'occasion de la Journée internationale de la femme. Là, il déclare aux femmes rassemblées: "Je viens

---

[12] Prêtre belge qui a été la cible d'une longue et violente campagne d'intimidation de la part de "ACHA - Action chilienne anti-communiste" [NdT].

[13] On comparera utilement cette version policière fantaisiste avec le récit du Père Dubois: cf. DIAL D 1063 [NdT].

saluer les femmes. C'est bon de vous voir réunies; la fraternité grandit les nations; je viens vous apporter un soutien moral et spirituel dans votre lutte pour vos objectifs; le reste dépend de vous." Pendant la rencontre il se joint aux slogans criés contre le gouvernement et au chant du "Nous vaincrons".

"Le moment décisif approche pour Dubois - est-il déclaré - quand à l'occasion de la messe du 4 août en mémoire d'André Jarlan, il déclare: "Cette eucharistie nous la célébrons pour le Père André et pour tous les morts des journées de protestation qui sont tombés pour la défense des droits de leurs frères." Puis il pose la question: "Croyez-vous que ça vaut la peine de continuer à lutter pour le droit à la vie et à la justice, ou bien est-ce en vain que les gens continuent de mourir: parce que c'est comme ça, personne ne peut réclamer sinon on les emprisonne, on les brûle vifs (14) ou on les égorge (15)?"."

"Le 24 août, à la paroisse de La Victoria, il préside la messe et il fait mention dans son homélie de l'unité qui doit exister entre les habitants du quartier, "surtout ces jours-ci où on a inventé des tas de choses comme la découverte d'explosifs et d'armements en différents endroits du pays"..."

## **2 - Lettre ouverte du cardinal de Santiago à ses diocésains sur l'expulsion des trois prêtres de son diocèse (11 septembre 1986)**

"J'écris cette lettre dans une profonde douleur. Je viens, à la caserne des investigations, de dire au revoir aux prêtres Pierre Dubois, Jaime Lancelot et Daniel Caruette qui ont été expulsés du pays sur ordre du gouvernement.

Comme pasteur de ce diocèse, je rejette cette mesure que je tiens pour injuste.

Dans les temps difficiles que nous vivons, il leur est revenu d'agir très souvent pour prévenir la violence et s'y opposer. De cela je porte témoignage. Certains n'ont pas compris leur attitude mais le Seigneur qui est un juste juge saura faire briller la vérité de leurs actes. En tout cas, je réaffirme le droit qui m'appartient, comme pasteur, d'être juge de l'action pastorale de mes collaborateurs prêtres: ils ont agi en communion avec leur archevêque.

A l'heure de la séparation, j'ai été profondément impressionné par le courage chrétien dont nos frères prêtres ont fait preuve devant la décision du gouvernement. Ils sont conscients que le Seigneur accorde sa grâce et sa force au moment de l'épreuve. C'est pourquoi je crois que la meilleure manière d'exprimer notre solidarité avec eux, c'est, comme le faisait la communauté de La Victoria, d'assumer leur héritage c'est-à-dire de nous comporter de façon chrétienne, non-violente. C'est le meilleur hommage que nous puissions leur rendre.

Pour finir, je vous demande de rester parfaitement unis dans la prière et dans la communion avec votre pasteur que le Seigneur a placé là pour régir son Eglise."

## **3- Déclaration de Mgr Vilnet, président de la Conférence épiscopale française, à l'arrivée en France des trois prêtres expulsés (12 septembre 1986)**

"Au moment où vous revenez brusquement en France, je tiens à vous assurer de ma solidarité et de celle de tous les évêques de France. C'est au nom de chacun de vos diocèses et de toute l'Eglise qui est en France que vous étiez partis pour servir l'Eglise qui est au Chili, plus particulièrement au milieu des plus pauvres selon la mission que vous avaient confiée les évêques du Chili.

[14] Allusion aux deux jeunes brûlés vifs par des militaires. Cf. DIAL D 1131 [NdT].

[15] Allusion à l'assassinat barbare de trois opposants. Cf. DIAL D 1023 [NdT].

Là où le P. André Jarlan a donné le témoignage de l'Évangile jusqu'à verser son sang, vous avez vous-mêmes dépensé vos forces et livré le meilleur de vous-mêmes pour annoncer Jésus-Christ, libérateur de toute servitude.

Rien n'aurait dû vous empêcher de continuer sur place votre ministère désintéressé.

N'admettant pas que vous ayez été ainsi expulsés, je vous assure de ma communion dans le souci que vous continuerez de porter pour ce peuple au milieu duquel vous vous étiez insérés, et dans la souffrance qui est certainement celle de votre cœur de pasteur.

Avec toute l'Église qui est au Chili et avec vous, c'est Jésus-Christ et Jésus-Christ crucifié que nous voulons annoncer à tous les hommes."

(Original en français)

---

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 310 F - Etranger 370 F - Avion 450 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441